COMITE DE DÉFENSE DES HÔPITAUX DE PROXIMITE DES ARDENNES

Membre de la Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité

Catastrophe dans nos hôpitaux !

Ils sont en ligne de mire de l'Agence Régionale de Santé, appliquant strictement les consignes du ministère de la santé et les impératifs du budget de la sécurité sociale, voté par les parlementaires à l'automne : tant à Manchester qu'à l'hôpital de Sedan, quatre millions d'économies doivent être réalisés et l'hôpital Bélair doit diminuer son budget de 10%.

Avec la loi Touraine, en aucun cas remise en cause par le gouvernement actuel, c'est dans le cadre du Groupement Hospitalier de Territoire regroupant ces trois hôpitaux, mais aussi ceux de Nouzonville et de Fumay, que doivent être décidées les mesures d'économies, les coupes sombres en terme de personnels et de services rendus. **L'ARS rendra son verdict fin mars.**

ASSEMBLEE GENERALE DU COMITE DE DEFENSE

Mardi 13 mars 2018

18 h – Maison des associations de Mohon

suivie d'un débat public

Psychiatrie, médecine, chirurgie, pédiatrie, maternité, tous dans la même galère !

Avec Serge Klopp

cadre de santé en psychiatrie, membre du collectif des 39

Elle est dans l'injonction paradoxale : il faudrait faire plus d'activités avec moins de personnels à **Bélair** ! A l'**hôpital de Charleville-Mézières**, alors que le personnel n'en peut plus, il faudrait supprimer des postes et accueillir des patients nouveaux … de Sedan.

Le 12 février devant l'hôpital de Sedan

Car dans la vision purement comptable du ministère, rassembler des services est le meilleur moyen de faire des économies. Alors, sans aucune considération pour les besoins des populations, il faudrait fermer le service de néonatalogie de **Sedan** (menaçant la pérennité même de la maternité), les urgences la nuit, l'unité de surveillance continue de cardiologie, transformer le service de chirurgie en simple service de chirurgie ambulatoire.

Et cela se décide en catimini sans avis des personnels, sans avis des usagers ! Ce n'est pas acceptable.

De plus en plus de voix s'élèvent contre cette situation départementale, mais aussi nationale (voir au verso) : des usagers, des personnels, des élus. A Bélair s'est monté un collectif de défense de l'hôpital qui organisera une table ronde avec les élus le 24 mars. Notre comité est en lien étroit avec eux. Nos hôpitaux sont tous dans la même galère. Il y a eu l'action du 12 février à Sedan. Il faut lui donner des suites. En lien avec l'intersyndicale des personnels de l'hôpital de Sedan qui appelle à la grève le 12 mars, à l'occasion d'une nouvelle intervention de l'ARS dans le département nous appelons toutes celles et ceux qui veulent garder un hôpital de qualité et de proximité à Sedan à un rassemblement à 12H

RASSEMBLEMENT DEVANT L'HOPITAL DE SEDAN

LUNDI 12 MARS A 12 H

Catastrophe dans nos hôpitaux : un problème national

Ce ne sont pas que les hôpitaux ardennais qui sont sur la sellette, mais bien une situation nationale, de plus en plus mise à la une des média. D'ailleurs la ministre a été obligée de réagir, avec des larmes de crocodile et vous trouverez ci-dessous le communiqué de la Coordination Nationale à laquelle appartient notre comité.

Mais les mobilisations se font de plus en plus nombreuses et obligent à des reculs, comme dans notre nouvelle région, à Remiremont, où l'ARS a dû affirmer le maintien de la maternité, même si elle est en train de mettre des conditions sournoises.

La dernière publication de l'INSEE, mettant notre département au bas du classement pour la longévité (et il y a bien d'autres indicateurs, comme l'importance de la mortalité prématurée) devrait inciter le ministère à un effort particulier dans les Ardennes !

Communiqué de la Coordination Nationale des Comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité

AGNÈS ET ÉDOUARD À EAUBONNE : ENCORE ET TOUJOURS DES PAROLES !

La Ministre Buzyn nous a habitués à de grandes déclarations compassionnelles tant sur la désertification médicale, que sur les EHPAD, ou encore sur l'hôpital public. C'est tout juste si elle n'était pas en grève aux côtés des personnels le 30 janvier dernier. Tout comme elle déclarait sa flamme aux soignants, malades de l'hôpital public en décembre dernier (dans le journal Libération) en accusant (à juste titre) la T2A comme "arrivée au bout d'un système" et responsable pour les personnels de "la perte de sens" de leur métier.

Mme Buzyn est une communicante. D'autant plus habile qu'elle connaît bien l'hôpital, et la rhétorique adaptée au milieu médical.

Mais en politique aussi, il n'y a pas d'amour, il n'existe que des preuves d'amour. Et là, le bât blesse : 150 millions (100 + 50 de "prime" !) pour les EHPAD quand c'est en milliards qu'il faudrait investir pour pouvoir prendre soin dignement de nos personnes âgées.

Télémédecine et maisons de santé libérale à la charge - au moins pour une part - des collectivités territoriales, mais aucune réforme structurelle pour enrayer le phénomène du manque de médecins, à part un effet d'annonce sur une hypothétique réforme du numerus clausus en 2019.

Et aujourd'hui, donc, des "chantiers" ouverts aux "acteurs du monde médical" sans oublier les usagers comme s'y est engagé le premier ministre : consultation très confidentielle sur internet de mars à mai.

Mais nous sommes prévenus : il ne s'agit absolument "pas de dépenser plus, mais de dépenser mieux".

Pas un euro sur la table, si ce n'est quelques 100 millions chaque année pour "l'accompagnement » des transformations : lesquelles et dans quel délai ? "Délibérément flou" titrait le journal Le Monde ce 13 février au soir.

Il est certain qu'avec un budget 2018 réduit de 4,8 milliards pour la sécu, dont 1,5 milliard sur le dos de l'hôpital public, sans compter l'autre milliard et demi de déficit cumulé en 2017, il est difficile de savoir où l'on va.

Ces annonces parviendront-elles à rassurer les soignants dont chacun s'accorde à dénoncer le mal-être et l'intime souffrance ?

On peut légitimement en douter. Pour ce qui est des usagers, elles ressemblent pour l'instant plus à un enfumage en règle qu'à l'ouverture d'une nouvelle ère...

Plus que jamais, il faut exiger :

- De vraies mesures pour pallier le manque de médecins et parvenir à une répartition égalitaire des médecins comme des autres personnels de santé (engagement à servir dans les zones sous dotées, fin du numerus clausus)

- L'arrêt de la casse des hôpitaux, des maternités et des EHPAD et octroi de moyens leur permettant de répondre aux besoins de la population à la ville comme à la campagne. Il faut prioritairement maintenir et améliorer les sites hospitaliers de proximité et développer les centres de santé.

- La prise en charge de la santé à 100% par la Sécurité Sociale

- Une véritable démocratie sanitaire incluant, avec pouvoir décisionnel, les élus, les personnels et professionnels de santé, et les usagers.

POUR APPUYER CES REVENDICATIONS, SIGNEZ ET FAITES SIGNER LA PÉTITION :

https://www.mesopinions.com/petition/sante/stop-catastrophe-sanitaire-annoncee-exigeons-acces/37000

BULLETIN D'ADHESION

Nom : …..... **Prénom : …....** **Mail : ….....**

Adresse : ….....

A renvoyer avec un chèque d'adhésion de 5€ à Collectif de défense des hôpitaux de proximité des Ardennes

Chez Claudette Moraine - 15 rue Gambetta - 08140 BAZEILLES

Blog : http://sauvegardehopital.over-blog.com/ **Contact :** collectifHcharleville@gmail.com

Facebook : defensehopitauxproximiteardennes